

RÉPUBLIQUE ET



CANTON DE GENÈVE

POUVOIR JUDICIAIRE

C/15000/2015

ACJC/65/2016

**ARRÊT**

**DE LA COUR DE JUSTICE**

**Chambre civile**

**DU VENDREDI 22 JANVIER 2016**

Entre

**A**\_\_\_\_\_, domicilié \_\_\_\_\_, Genève, appelant d'un jugement rendu par la 16ème Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 15 septembre 2015, comparant par Me Michel Celi Vegas, avocat, 12-14, rue du Cendrier, case postale 1207, 1211 Genève 1, en l'étude duquel il fait élection de domicile,

et

**B**\_\_\_\_\_, domiciliée \_\_\_\_\_, Genève, intimée, comparant en personne.

Le présent arrêt est communiqué aux parties par plis recommandés du 27 janvier 2016.

---

---

**EN FAIT**

**A.** Par acte expédié le 29 septembre 2015 au greffe de la Cour de justice, A\_\_\_\_\_ appelle du jugement du 15 septembre 2015, notifié le 19 septembre 2015, par lequel le Tribunal de première instance, statuant sur mesures protectrices de l'union conjugale, a, notamment, attribué à B\_\_\_\_\_ la jouissance exclusive du domicile conjugal et la garde sur C\_\_\_\_\_, réservé à A\_\_\_\_\_ un droit de visite usuel et fixé la contribution à l'entretien de l'enfant à 1'000 fr. par mois, allocations familiales non comprises (ch. 4 du dispositif).

A\_\_\_\_\_ conclut à ce qu'il lui soit donné acte de son engagement à verser une contribution mensuelle de 200 fr. en faveur de C\_\_\_\_\_.

B\_\_\_\_\_ ne s'est pas déterminée sur l'appel dans le délai imparti à cet effet.

**B.** Les faits suivants ressortent du dossier :

**a.** B\_\_\_\_\_ et A\_\_\_\_\_ se sont mariés le \_\_\_\_\_ 2008 à Genève.

Ils sont les parents de C\_\_\_\_\_, née le \_\_\_\_\_ 2013.

A\_\_\_\_\_ est également le père de D\_\_\_\_\_, née le \_\_\_\_\_ 2000, dont il a la garde.

**b.** Le 23 juillet 2015, l'épouse a requis des mesures protectrices de l'union conjugale. Elle a, notamment, conclu à ce que le Tribunal fixe une contribution d'entretien équitable pour l'entretien de sa fille.

Lors de l'audience de comparution personnelle, l'épouse a précisé que la nounou de C\_\_\_\_\_ coûtait 1'500 fr. par mois. Le mari n'a pas contesté ce montant. Il a indiqué qu'il était à la recherche d'un logement, le couple vivant encore sous le même toit.

**c.** L'épouse réalise, en qualité de caissière à \_\_\_\_\_, un salaire mensuel net de 3'444 fr. 35.

Le Tribunal a arrêté ses charges mensuelles, non contestées, à 3'657 fr. 60, comportant le loyer de 1'847 fr. (80% de 2'309 fr.), la prime d'assurance maladie de 390 fr. 60, les frais de transports publics de 70 fr. et le montant de base OP de 1'350 fr.

Il a fixé les charges de C\_\_\_\_\_ à 2'450 fr. 20 par mois, constituées du montant de base OP de 400 fr., du loyer de 461 fr. 80 (20% de 2'309 fr.), des frais de garde de 1'500 fr. et de la prime d'assurance maladie de 88 fr. 40.

**d.** Le mari a perçu en 2014, en tant qu'employé de \_\_\_\_\_, un salaire annuel net de 50'397 fr. 85, soit 4'200 fr. net par mois. Selon les fiches de salaire de juin à

---

septembre 2015, son revenu net s'est monté à 4'077 fr. en moyenne. Depuis septembre 2015, il fait l'objet d'une saisie sur salaire, requise par \_\_\_\_\_; le titre de la créance n'est pas précisé.

e. Le Tribunal a estimé ses charges incompressibles à 3'160 fr. 60 par mois, comprenant le loyer de 1'500 fr. (estimation), la prime d'assurance-maladie de 390 fr. 60, les frais de transports publics de 70 fr. et le montant de base OP de 1'200 fr.

- C. Les arguments de l'appelant seront examinés ci-après, dans la mesure utile à la solution du litige.

### **EN DROIT**

1. Contre une décision en matière de mesures protectrices de l'union conjugale, qui constitue une décision finale (art. 308 al. 1 let. a CPC), la voie de l'appel, écrit et motivé (art. 309 a contrario et 311 al. 1 CPC), interjeté dans un délai de 10 jours (art. 271 let. a et 314 al. 1 CPC), est ouverte.

Formé selon la forme et dans le délai prescrits, l'appel est recevable.

**1.1** Les mesures protectrices de l'union conjugale sont ordonnées à la suite d'une procédure sommaire, avec administration restreinte des moyens de preuve et limitation du degré de la preuve à la simple vraisemblance (cf. art. 271 CPC). Il suffit donc que les faits soient rendus plausibles (ATF 130 III 321 consid. 5).

L'instance d'appel revoit la cause en fait et en droit avec un plein pouvoir d'examen (art. 310 CPC). Les maximes inquisitoire illimitée et d'office régissent la procédure relative à l'enfant (art. 296, 55 et 58 CPC).

**1.2** Selon l'art. 317 al. 1 CPC, les faits et les moyens de preuve nouveaux ne sont pris en considération qu'à certaines conditions. Dans les causes de droit matrimonial concernant les enfants mineurs, la Cour de céans admet cependant tous les nova en appel (ACJC/365/2015 du 27 mars 2015 consid. 2.1; ACJC/244/2015 du 6 mars 2015 consid. 3.3.1; ACJC/976/2014 du 15 août 2014 consid. 1.3).

Dans la mesure où les allégations et pièces nouvelles de l'appelant se rapportent à sa situation financière, déterminante pour fixer le montant de la contribution d'entretien due en faveur de sa fille C\_\_\_\_\_, elles sont recevables.

2. L'appelant reproche au Tribunal d'avoir surestimé ses revenus, de ne pas avoir tenu compte des frais relatifs à sa fille D\_\_\_\_\_ dont il a la garde et d'avoir retenu le montant de 1'500 fr. à titre de frais de garde de C\_\_\_\_\_.

---

**2.1** A teneur de l'art. 285 al. 1 CC, auquel l'art. 176 al. 3 CC renvoie, la contribution d'entretien doit correspondre aux besoins de l'enfant ainsi qu'à la situation et aux ressources des père et mère. La loi ne prescrit pas de méthode de calcul particulière pour arrêter la contribution d'entretien (ATF 128 III 411 consid. 3.2.2); sa fixation relève de l'appréciation du juge, qui jouit d'un large pouvoir d'appréciation (ATF 127 III 136 consid. 3a; 120 II 285 consid. 3b/bb) et applique les règles du droit et de l'équité (art. 4 CC; ATF 127 III 136).

L'obligation d'entretien trouve sa limite dans la capacité contributive du débirentier, en ce sens que le minimum vital de celui-ci doit être préservé (ATF 135 III 66 consid. 2; 123 III 1 consid. 3b/bb).

**2.2** En l'espèce, l'appelant, qui est salarié à l'heure, a réalisé un revenu net moyen de 4'200 fr. par mois en 2014. Il explique en appel que ses revenus seraient appelés à baisser. Certes, selon les fiches de salaire de juin à septembre 2015, son revenu moyen a été de 4'077 fr. par mois. L'appelant a cependant déclaré au premier juge en septembre 2015 que son revenu mensuel net moyen s'élevait à 5'000 fr. Par ailleurs, il n'explique pas pour quel motif ses revenus seraient appelés à baisser sur l'ensemble de l'année; il ne produit, en outre, aucune attestation de son employeur corroborant son affirmation. Au vu de ces éléments, il sera retenu, sous l'angle de la vraisemblance, que le revenu mensuel net moyen continue à s'élever à 4'200 fr., étant précisé qu'en raison de ses obligations d'entretien, il appartient à l'appelant de mettre sa capacité contributive pleinement à profit.

Depuis septembre 2015, l'appelant fait l'objet d'une saisie sur salaire. Il n'y a cependant pas lieu de tenir compte de la saisie en cours, dont il n'est pas rendu vraisemblable qu'elle se rapporterait à une obligation d'entretien. Il appartient, en effet, à l'appelant de requérir la modification du montant de la saisie sur salaire, en fonction de la contribution d'entretien qui sera arrêtée, non saisissable (art. 93 LP; cf. ATF 130 III 45 consid. 2).

**2.3** L'appelant explique qu'il a la garde de D\_\_\_\_\_, dont il assume seul l'entretien. Dès lors que cette affirmation est corroborée par la requête de l'intimée, dont il ressort que D\_\_\_\_\_ vit avec le couple, alors que la mère de celle-ci vit en Equateur, il convient de retenir que l'appelant assume les frais de D\_\_\_\_\_. Partant, les charges de l'appelant comportent son minimum de base OP de 1'350 fr., ses frais de transports publics de 70 fr., sa prime d'assurance maladie de 390 fr. 60 et son loyer de 1'200 fr. (80% du loyer estimé à 1'500 fr., non contesté), ce qui porte ses charges incompressibles à 3'011 fr. par mois, dès qu'il disposera d'un logement. En l'état, ses charges incompressibles s'élèvent à 1'811 fr. par mois.

**2.4** Les charges de C\_\_\_\_\_ de 2'450 fr. 20 par mois, telles qu'arrêtées par le Tribunal, ne prêtent pas le flanc à la critique. Il n'y a, en particulier, pas lieu de

---

réduire les frais de garde de 1'500 fr. par mois. En effet, quand bien même C\_\_\_\_\_ serait désormais admise au jardin d'enfants " \_\_\_\_\_ ", comme le soutient l'appelant, il n'y a pas lieu de retenir que les frais de garde de l'enfant auraient diminué de manière substantielle. Il est, en effet, notoire que ce jardin d'enfants ne garde pas les enfants entre 12h00 et 13h30 et accueille un enfant au maximum cinq demi-journées par semaine. Dans la mesure où l'intimée travaille à 100% comme caissière, elle doit trouver une aide pour les autres demi-journées ainsi que pour les jours où ses horaires de travail ne coïncident pas avec ceux du jardin d'enfants. Partant, le montant de 1'500 fr. par mois paraît, sous l'angle de la vraisemblance, adéquat pour couvrir les frais de garde de C\_\_\_\_\_ (jardin d'enfants et nounou).

Les charges incompressibles de C\_\_\_\_\_ se montent ainsi à 2'150 fr. 20 par mois (2'450 fr. 20 – 300 fr. (allocations familiales)).

**2.5** Les frais de D\_\_\_\_\_ comportent son minimum de base OP de 600 fr., ses frais de transports publics de 45 fr., sa prime d'assurance maladie de 88 fr. 40 et sa part de loyer de 300 fr. (20% de 1'500 fr.), soit un total de 733 fr. (600 fr. + 45 fr. + 88 fr. 40 + 300 fr. – 300 fr. (allocations familiales)) par mois lorsqu'elle aura déménagé avec son père. En l'état, ses charges s'élèvent à 433 fr. par mois (733 fr. – 300 fr.).

**2.6** Tant que l'appelant demeure au domicile conjugal, son disponible se monte à 2'389 fr. par mois (4'200 fr. – 1'811 fr.). Ce montant lui permet de s'acquitter tant des charges incompressibles de D\_\_\_\_\_ de 433 fr. que de la contribution d'entretien d'C\_\_\_\_\_ de 1'000 fr. fixée par le Tribunal, étant précisé que ce montant ne couvre pas les besoins élémentaires de C\_\_\_\_\_, même s'il fallait admettre, comme le souhaite l'appelant, que les frais de garde de l'enfant ne s'élèveraient qu'à 500 fr. par mois, ses charges se montant alors à 1'150 fr. par mois (2'150 fr. – 1'000 fr.).

Lorsqu'il aura emménagé dans un nouvel appartement, le disponible de l'appelant s'élèvera à 1'189 fr. par mois (4'200 fr. – 3'011 fr.). Compte tenu des besoins financiers respectifs différents de C\_\_\_\_\_ et de D\_\_\_\_\_, il convient d'en attribuer 1/3 à D\_\_\_\_\_ et 2/3 à C\_\_\_\_\_. Ainsi, la contribution d'entretien due en faveur de C\_\_\_\_\_ sera arrêtée à 800 fr. par mois, dès que l'appelant s'acquittera d'un loyer.

Le jugement entrepris sera donc modifié dans ce sens.

- 3.** Les frais judiciaires d'appel seront fixés à 1'000 fr. (art. 31 et 35 RTFMC). Pour des motifs liés à la nature du litige, ils seront mis à la charge de l'appelant, qui n'obtient, au demeurant, que partiellement gain de cause (art. 107 let. c CPC).

Ce dernier étant au bénéfice de l'assistance judiciaire, les frais seront provisoirement laissés à la charge de l'Etat (art. 122 al. 1 let. b et 123 CPC). L'appelant supportera, en outre, ses propres dépens d'appel (art. 107 al. 1 let. c CPC).

\* \* \* \* \*

---

**PAR CES MOTIFS,  
La Chambre civile :**

**A la forme :**

Déclare recevable l'appel interjeté par A\_\_\_\_\_ contre le chiffre 4 du dispositif du jugement JTPI/10526/2015 rendu le 15 septembre 2015 par le Tribunal de première instance dans la cause C/15000/2015-16.

**Au fond :**

Complète le chiffre 4 précité en ce que la contribution d'entretien en faveur de C\_\_\_\_\_ sera de 800 fr. par mois, allocations familiales non comprises, dès que A\_\_\_\_\_ s'acquittera d'un loyer.

Confirme le chiffre 4 pour le surplus.

Déboute A\_\_\_\_\_ de toutes autres conclusions.

**Sur les frais :**

Arrête les frais judiciaires d'appel à 1'000 fr., les met à la charge de A\_\_\_\_\_ et dit qu'ils sont provisoirement supportés par l'Etat de Genève.

Dit que A\_\_\_\_\_ supporte ses propres dépens d'appel.

**Siégeant :**

Madame Florence KRAUSKOPF, présidente; Monsieur Ivo BUETTI et Madame Ursula ZEHETBAUER GHAVAMI, juges; Madame Marie NIERMARÉCHAL, greffière.

La présidente :

Florence KRAUSKOPF

La greffière :

Marie NIERMARÉCHAL

**Indication des voies de recours :**

*Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.*

*Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.*